

*Handemeulebeek*ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et par le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, le 26 janvier 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles de la Communauté germanophone", a donné le 14 février 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 januari 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en door de Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen van de Duitstalige Gemeenschap", heeft op 14 februari 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet utilise la technique de la référence aux lois spéciales du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Les délégués du Gouvernement ont confirmé que l'intention des auteurs du projet était bien de rendre d'office applicables à la Communauté germanophone les modifications qui seraient ultérieurement apportées aux dispositions auxquelles se réfère le projet.

Ce procédé a été admis par le Conseil d'Etat, section de législation.

La confirmation par les délégués du Gouvernement de l'intention des auteurs du projet de loi devrait figurer dans l'exposé des motifs.

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

L'intitulé précédant l'exposé des motifs devrait être rédigé comme suit :

"Loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone".

Arrêté de présentation.

L'arrêté de présentation fait défaut. Il convient de l'ajouter en tête du projet.

.../...

Dispositif.Article 1er.

Mieux vaut écrire, dans le texte français, "article 1er", la remarque valant, de manière générale pour l'ensemble de la loi en projet, qu'il s'agisse d'un article, d'un paragraphe ou d'un alinéa.

Il est recommandé de remplacer a), b), c) par 1°, 2°, 3°... .

Au 1°, l'usage s'est établi d'écrire : "Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles".

La même observation vaut pour le 2°.

Le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'article 1er, 3°, la référence à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles n'est pas nécessaire, d'autant que la plupart des dispositions de cette loi ont été abrogées. Il conviendrait d'ailleurs, à cet égard, de revoir la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et, plus exactement, les dispositions de cette loi non affectées par le présent projet. Dans ce dernier cas, mieux vaut, dans les articles 19 et 26, 1°, de la loi en projet, citer la loi précitée du 9 août 1980 avec son intitulé complet ou exact.

.../...

Articles 2, 3 et 4.

Il y a intérêt à fusionner ces trois articles, ce qui, d'une part, évite d'insérer dans la loi du 31 décembre 1983 un article 4bis et, d'autre part, conduit à citer les dispositions de la loi spéciale applicables en suivant la numérotation des articles.

De l'accord des délégués du Gouvernement, le texte suivant est proposé pour l'article 2 :

"Art. 2. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. § 1er. Les articles 5, § 2, 6, § 3bis, 1° et 4°, 6bis, 8 à 12, et en ce qui concerne les dispositions relatives au Comité supérieur de contrôle l'article 13, § 4, l'article 13, § 5, ainsi que les articles 15 et 16 de la loi spéciale sont applicables à la Communauté germanophone.

§ 2. Par dérogation à l'article 12 de la loi spéciale, les biens mobiliers et immobiliers de l'Etat, tant du domaine public que du domaine privé, affectés exclusivement à l'enseignement en Région de langue allemande, sont transférés sans indemnité à la Communauté germanophone.

Sont applicables à ces transferts, les articles 57, §§ 1er, et 4 à 7 de la loi de financement".

Il n'a pas été proposé de rendre applicable à la Communauté germanophone l'article 57, § 3, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale de financement. Selon les délégués du Gouvernement, en ce qui concerne cette communauté, aucun

.../...

bien n'aurait été acquis ou construit conformément à une décision prise après le 1er janvier 1972 par les ministres de la Culture.

Toutefois, par prudence, il s'imposerait de viser également cette disposition.

Article 5 (devenant l'article 3).

L'article 6 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Le Conseil règle les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté germanophone, conformément aux principes énoncés dans l'article 19, § 1er, alinéa 1er, et § 2, de la loi spéciale".

Articles 6 et 7 (devenant les articles 4 et 5).

Le texte néerlandais de ces articles devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 6).

Dans le texte français du nouvel article 54bis, la formulation de la première phrase doit coïncider plus exactement avec celle de l'article 91bis, § 1er, de la loi spéciale : les mots "le personnel" doivent être remplacés par les mots "les membres du personnel".

La seconde phrase doit faire l'objet d'un alinéa distinct. Dans le texte français, les mots "est d'application" doivent être remplacés par les mots "est applicable".

Article 9 (devenant l'article 7).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le paragraphe 4 de l'article 92bis de la loi spéciale n'est pas rendu applicable. S'il s'agit d'une omission, le paragraphe 5 de l'article précité doit également être rendu applicable.

Article 12 (devenant l'article 10).

Les mots "des moyens prévus à l'article 56, alinéa 1, 2°" doivent être remplacés par les mots "du crédit prévu à l'article 56, 2°".

Article 13 (devenant l'article 11).

L'article 59 en projet ne comportant que deux alinéas, ne doit pas être divisé en deux paragraphes.

.../...

Dans l'alinéa 1er du nouvel article 59, il conviendrait de préciser, en s'inspirant de l'article 37 de la loi spéciale de financement, que c'est sur la base de la redevance radio et télévision localisée dans la région de langue allemande qu'est calculée la partie du produit de la redevance, attribuée à la Communauté germanophone.

Dans l'alinéa 2, la première phrase gagnerait à être rédigée comme suit : "Le budget des Voies et Moyens fixe le montant de la partie du produit de la redevance radio et télévision, attribuée à la Communauté germanophone".

Il est proposé de remplacer la dernière phrase par le texte suivant : "Sur ce point, l'article 53, alinéa 2, de la loi de financement est applicable".

Article 14.

L'article 60 en projet prévoit la présence au sein de la section du conseil supérieur des finances, prévue à l'article 49, § 6, de la loi spéciale de financement, d'"un membre avec voix consultative, proposé par l'Exécutif de la Communauté germanophone et nommé par le Roi".

.../...

Cette disposition modifie, de la sorte, l'article 49, § 6, précité et doit, dès lors être adoptée à la majorité spéciale prévue à l'article 1er, dernier alinéa, de la Constitution.

En conséquence, l'article 14 doit être omis.

Article 15 (devenant l'article 12).

Cet article rend applicable à la Communauté germanophone notamment l'article 54 de la loi spéciale de financement. Il y a cependant lieu de constater que les alinéas 2 et 4 de l'article 54, § 1er, ne pourront pas trouver à s'appliquer à la Communauté germanophone. Ces alinéas doivent, dès lors, être omis de la référence à l'article 54.

Article 18 (devenant l'article 15).

L'article 78 en projet, en tant qu'il exige un avis conforme du Conseil de la Communauté germanophone sur toute modification des lois et arrêtés réglementaires "relatifs à l'emploi des langues", est contraire aux articles 23, 59bis et 59ter de la Constitution. D'autre part, la formulation de l'article 78 est plus large que celle de l'article 59bis, § 3, de la Constitution qui limite la compétence décrétable des deux autres Communautés à l'emploi des langues pour les matières administratives, l'enseignement dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics, les relations sociales entre les employeurs et leur personnel, ainsi que les actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements.

Il en résulte que l'article 78 en projet doit être revu fondamentalement.

Articles 19 à 26.

Les articles 19 à 26 du projet viennent ajouter une série d'articles dans le Titre X - Dispositions finales de la loi du 31 décembre 1983. Parmi ces articles, seuls les articles 19, 25 et 27 peuvent être considérés comme des dispositions finales. L'article 26 doit faire l'objet d'un titre distinct intitulé "Dispositions abrogatoires". Les articles 20, 21 et 22, 23, 24, sous réserve des observations particulières qui suivent, devraient être regroupés sous un titre intitulé "Dispositions transitoires".

Article 19 (devenant l'article 16).

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 16. Il est inséré dans la même loi un article 82 rédigé comme suit :".

La phrase liminaire des articles 20 à 25 du projet devrait être rédigée selon ce modèle.

Article 21 (devenant l'article 18).

Au paragraphe 2 du nouvel article 84, il convient de remplacer les mots "du Fonds des Bâtiments scolaires de
.../...

l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement communal et provincial" par les mots "du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux".

Articles 22 à 24 (devenant les articles 19 et 20).

Les articles 22 et 24, alinéa 1er, visent à créer la fiction que les décisions qui ont été prises par les autorités nationales depuis le 1er janvier 1989 sont censées l'avoir été par la Communauté germanophone.

Les délégués du Gouvernement ont marqué leur accord pour remplacer l'article 22 et l'alinéa 1er de l'article 87 prévu par l'article 24 en projet par la disposition suivante insérée dans l'article 22 devenant 19 :

"Art. 19. Dans cette même loi, il est inséré un article 85 rédigé comme suit :

"Art. 85. § 1er. Les décisions qui, du 1er au 17 janvier 1989, ont été prises par les autorités nationales relativement à des matières qui, à partir du 1er janvier 1989 ont été attribuées à la Communauté germanophone par la Constitution ou en vertu de celle-ci, sont réputées avoir été prises par les autorités de la Communauté germanophone.

§ 2. Les décisions qui, du 1er janvier 1989 au jour de la publication de la présente loi, ont été prises par les autorités nationales relativement à des matières qui ont été attribuées à la Communauté germanophone par la présente loi, sont réputées avoir été prises par les autorités de la Communauté germanophone".

Quant à l'article 86, inséré dans la même loi par l'article 23 de la loi en projet, et quant aux alinéas 2 et 3 de l'article 87, inséré par l'article 24, ils concernent la diminution des moyens transférés en 1989 à la Communauté germanophone, à concurrence du montant des dépenses effectuées par le pouvoir national pour le compte de cette Communauté et relatives à l'enseignement et aux autres matières attribuées à cette Communauté par ou en vertu de la Constitution.

Ces dispositions n'appellent pas d'observation pour autant, toutefois, que les dépenses faites par les autorités nationales n'aient pas été déjà imputées sur le budget de la Communauté germanophone.

Elles devraient être fusionnées en un seul article, l'article 86, inséré dans la loi du 31 décembre 1983, par un article 20.

Article 25 (devenant l'article 21).

Dans le texte français de l'article 25 (devenant l'article 21), il faut écrire dans l'alinéa 2, 2 (devenant 2°), "contenues" au lieu de "continues" et "le numérotage".

Le texte néerlandais de l'article 88 en projet devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 26 (devenant l'article 22).

Au 1°, il paraît superflu de préciser "... pour autant qu'ils soient applicables à la Communauté germanophone" car l'article 69, § 1er, 1°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a déjà abrogé les articles 1er à 15, "sauf dans la mesure où ils sont applicables à la Communauté germanophone et dans la mesure où ils sont nécessaires au versement des ristournes encore dues par l'Etat au 31 décembre 1988".

Le 2° est superflu, car les articles 65 et 66 ont déjà été abrogés par l'article 127, 3°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

L'article 26 serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Art. 22. Sont abrogés les articles 1er à 15 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, sauf s'ils sont nécessaires au paiement des ristournes dues par l'Etat au 31 décembre 1988".

Article 27 (devenant l'article 23).

De l'accord des délégués du Gouvernement, il est proposé de supprimer les mots "l'article 3, en ce qui concerne l'abrogation de la référence à l'article 13, § 6, de la loi spéciale, et" et de prévoir une disposition transitoire distincte, aux termes de laquelle l'article 13, § 6, de la loi spéciale reste applicable à la

Communauté germanophone jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 87, § 4, de la loi spéciale.

L'article 27 (devenant l'article 23) serait, dès lors, rédigé comme suit :

"Art. 23. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1989. Toutefois, l'article 7 en ce qui concerne la référence à l'article 87, § 3, de la loi spéciale n'entre en vigueur qu'à la même date que l'arrêté royal visé à l'article 87, § 4, de la loi spéciale".

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

In het ontwerp wordt gewerkt met de techniek van het verwijzen naar de bijzondere wetten van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. De gemachtigden van de Regering hebben bevestigd dat het wel degelijk de bedoeling van de stellers van het ontwerp is de wijzigingen die achteraf zouden worden aangebracht in de bepalingen waarnaar het ontwerp verwijst, automatisch toepasselijk te verklaren op de Duitstalige Gemeenschap.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft met die werkwijze ingestemd.

De bevestiging, door de gemachtigden van de Regering, van de bedoeling van de stellers van het ontwerp van wet zou in de memorie van toelichting moeten staan.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Het opschrift dat aan de memorie van toelichting voorafgaat zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Wet tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap".

.../...

Indieningsbesluit.

Het indieningsbesluit ontbreekt. Het moet voor-
aan in het ontwerp worden toegevoegd.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

In de Franse tekst schrijve men "article 1er",
en die opmerking geldt in het algemeen voor het geheel van
de ontworpen wet, zowel bij een artikel, een paragraaf of
een lid.

Het verdient aanbeveling a), b), c) ... te ver-
vangen door 1°, 2°, 3°

Zoals gebruikelijk is, schrijve men in de tekst
onder 1° : "Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervor-
ming der instellingen".

In de Nederlandse tekst van 2° schrijve men :
"... betreffende de financiering van de Gemeenschappen en
de Gewesten".

.../...

In artikel 1, 3°, is het niet noodzakelijk te verwijzen naar de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te meer daar de meeste bepalingen van die wet opgeheven zijn. In dat opzicht zou het trouwens aangewezen zijn de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap te herzien en, meer bepaald, de bepalingen van die wet die door het onderhavige ontwerp ongemoeid worden gelaten. In dat geval zou het beter zijn de voornoemde wet van 9 augustus 1980 met haar volledige of juiste opschrift te vermelden in de artikelen 19 en 26, 1°, van het ontwerp.

Artikelen 2, 3 en 4.

Het is beter die drie artikelen samen te voegen, omdat, enerzijds, daardoor vermeden wordt dat in de wet van 31 december 1983 een artikel 4bis ingevoegd wordt en, anderzijds, de bepalingen van de bijzondere wet die van toepassing zijn, vermeld kunnen worden met inachtneming van de nummering van de artikelen.

In overeenstemming met de gemachtigden van de Regering wordt de volgende tekst voorgesteld voor artikel 2 :

"Art. 2. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 5. § 1. De artikelen 5, § 2, 6, § 3bis, 1° en 4°, 6bis, 8 tot 12, en wat de bepalingen inzake het Hoog Comité van toezicht betreft, artikel 13, § 4, artikel 13, § 5, alsmede de artikelen 15 en 16 van de bijzondere wet zijn mede van toepassing op de Duitstalige Gemeenschap.

.../...

§ 2. In afwijking van artikel 12 van de bijzondere wet worden de roerende en onroerende goederen van de Staat, zowel behorende tot het openbaar als tot het privaat domein, die uitsluitend voor het onderwijs in het Duitse taalgebied worden aangewend, zonder vergoeding aan de Duitstalige Gemeenschap overgedragen.

De artikelen 57, §§ 1 en 4 tot 7 van de financieringswet zijn mede van toepassing op die overdrachten".

Er is niet voorgesteld artikel 57, § 3, tweede lid, 1°, van de bijzondere financieringswet toepasselijk te verklaren op de Duitstalige Gemeenschap. Volgens de gemachtigden van de Regering zou, wat die gemeenschap betreft, geen enkel goed verworven of gebouwd zijn, ingevolge een beslissing die na 1 januari 1972 door de Ministers van Cultuur werd genomen.

Voorzichtigheidshalve zou het evenwel geboden zijn eveneens naar die bepaling te verwijzen.

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

Het ontworpen artikel 6 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 6. De Raad regelt de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap behoren, overeenkomstig de beginselen die zijn neergelegd in artikel 19, § 1, eerste lid, en § 2, van de bijzondere wet".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

Het zou beter zijn het ontworpen artikel aldus te stellen :

"Art. 10. Artikel 27 van de bijzondere wet is mede van toepassing op de Duitstalige Gemeenschap, behoudens wat de personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs betreft, die lid ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn het ontworpen artikel aldus te stellen :

"Art. 54. De artikelen 87, §§ 1 tot 4, 88, §§ 1 en 2, als ook artikel 89 van de bijzondere wet zijn mede van toepassing op de Duitstalige Gemeenschap. De voorschriften aangaande de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de ambtenaren die onder die overheid ressorteren, alsmede de betrekkingen met de leden van die vakorganisaties behoren ten aanzien van de Duitstalige Gemeenschap en de eronder ressorterende publiekrechtelijke rechtspersonen, het onderwijs inbegrepen, tot de bevoegdheid van de nationale overheid".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 54bis moet de formulering van de eerste volzin preciezer overeenstemmen met die van artikel 91bis, § 1, van de bijzondere wet : de woorden "le personnel" moeten worden vervangen door de woorden "les membres du personnel".

De tweede volzin moet een afzonderlijk lid vormen. In de Franse tekst moeten de woorden "est d'application" worden vervangen door de woorden "est applicable".

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom paragraaf 4 van artikel 92bis van de bijzondere wet niet mede toepasselijk wordt verklaard. Gaat het om een uitlegging, dan dient paragraaf 5 van het voormelde artikel eveneens toepasselijk te worden verklaard.

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

De woorden "van de in artikel 56, eerste lid, 2°, voorziene middelen" moeten worden vervangen door de woorden "van het in artikel 56, 2°, bepaalde krediet".

.../...

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

Aangezien het ontworpen artikel 59 maar twee alinea's telt, moet het niet in twee paragrafen worden ingedeeld.

In het eerste lid van het nieuwe artikel 59 zou naar het voorbeeld van artikel 37 van de bijzondere financieringswet nader bepaald moeten worden dat het gedeelte van de opbrengst van het kijk- en luistergeld dat aan de Duitstalige Gemeenschap toegewezen wordt, wordt berekend op de grondslag van het in het Duitse taalgebied gelokaliseerde kijk- en luistergeld.

In het tweede lid zou de eerste volzin beter als volgt gesteld worden : "In de rijksmiddelenbegroting wordt het bedrag van het gedeelte van de opbrengst van het kijk- en luistergeld bepaald dat aan de Duitstalige Gemeenschap wordt toegewezen".

Er wordt voorgesteld de laatste volzin door de volgende tekst te vervangen : "Dienaangaande is artikel 53, tweede lid, van de financieringswet van toepassing".

Artikel 14.

Volgens het ontworpen artikel 60 zal in de bij artikel 49, § 6, van de bijzondere financieringswet voorgescreven afdeling van de Hoge Raad van Financiën "een lid met raadgevende stem, voorgesteld door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap en benoemd door de Koning" aanwezig zijn.

Die bepaling wijzigt zodoende artikel 49, § 6, voormeld, en dient bijgevolg te worden aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, van de Grondwet voorgeschreven meerderheid.

Dientengevolge moet artikel 14 vervallen.

Artikel 15 (dat artikel 12 wordt).

Dat artikel maakt onder meer artikel 54 van de bijzondere financieringswet toepasselijk op de Duitstalige Gemeenschap. Er moet evenwel worden opgemerkt dat het tweede en het vierde lid van artikel 54, § 1, geen toepassing zullen kunnen vinden op de Duitstalige Gemeenschap. Die leden dienen bijgevolg buiten de verwijzing naar artikel 54 te worden gehouden.

Artikel 18 (dat artikel 15 wordt).

In zoverre het ontworpen artikel 78 over elke wijziging van de wetten en reglementaire besluiten "betreffende het gebruik der talen" een eensluidend advies van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap vereist, is het strijdig met de artikelen 23, 59bis en 59ter van de Grondwet. Daarenboven is de formulering van artikel 78 ruimer dan die van artikel 59bis, § 3, van de Grondwet, die de decreetbevoegdheid van de twee overige Gemeenschappen beperkt tot het gebruik van de talen in bestuurszaken, het onderwijs in de door de overheid ingestelde, gesubsidieerde of erkende inrichtingen, de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsmede de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen.

Daaruit volgt dat het ontworpen artikel 78 grondig moet worden herzien.

Artikelen 19 tot 26.

Met de artikelen 19 tot 26 van het ontwerp worden aan Titel X - Slotbepalingen, van de wet van 31 december 1983 een reeks artikelen toegevoegd. Daarvan kunnen enkel de artikelen 19, 25 en 27 als slotbepalingen worden beschouwd. Artikel 26 moet onder een afzonderlijke titel komen met als opschrift "Opheffingsbepalingen". De artikelen 20, 21, 22, 23 en 24 moeten, onder voorbehoud van de bijzondere opmerkingen hieronder, worden samengebracht onder een titel met als opschrift "Overgangsbepalingen".

Artikel 19 (dat artikel 16 wordt).

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 82 ingevoegd, luidend als volgt :".

De inleidende volzin van de artikelen 20 tot 25 van het ontwerp zou naar dit voorbeeld moeten worden gere-digeerd.

Artikel 21 (dat artikel 18 wordt).

In paragraaf 2 van het nieuwe artikel 84 dienen de woorden "van het Fonds voor de schoolgebouwen van het rijksonderwijs en van het gemeentelijk en provinciaal onderwijs" te worden vervangen door de woorden "van het Gebouwenfonds voor de rijksscholen en van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen".

Artikelen 22 tot 24 (die artikelen 19
en 20 worden).

De artikelen 22 en 24, eerste lid, voorzien in de fictie dat de beslissingen die vanaf 1 januari 1989 door de nationale overheid zijn genomen, worden geacht genomen te zijn door de Duitstalige Gemeenschap.

De gemachtigden van de Regering stemmen ermee in dat artikel 22 en het eerste lid van het door het ontworpen artikel 24 bepaalde artikel 87 worden vervangen door de volgende bepaling, die wordt ingevoegd in artikel 22, dat artikel 19 wordt :

"Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 85 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 85. § 1. De beslissingen die van 1 tot 17 januari 1989 door de nationale overheid zijn genomen over aangelegenheden die met ingang van 1 januari 1989 door of krachtens de Grondwet aan de Duitstalige Gemeenschap zijn toegewezen, worden geacht genomen te zijn door de overheden van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. De beslissingen die van 1 januari 1989 tot de dag van de bekendmaking van deze wet, door de nationale overheid zijn genomen over aangelegenheden die door deze wet aan de Duitstalige Gemeenschap zijn toegewezen, worden geacht genomen te zijn door de overheden van de Duitstalige Gemeenschap"".

.../...

Artikel 86, in dezelfde wet ingevoegd door artikel 23 van de ontworpen wet, en het tweede en het derde lid van artikel 87, ingevoegd door artikel 24, hebben betrekking op de vermindering van de middelen die in 1989 aan de Duitstalige Gemeenschap zijn overgedragen, tot het beloop van het bedrag van de uitgaven die door de nationale overheid voor rekening van die Gemeenschap zijn gedaan met betrekking tot het onderwijs en tot de andere aangelegenheden die door of krachtens de Grondwet aan die Gemeenschap zijn toegewezen.

Bij die bepalingen is geen opmerking te maken voor zover echter de door de nationale overheid gedane uitgaven niet reeds zijn aangewezen op de begroting van de Duitstalige Gemeenschap.

Ze zouden moeten worden samengevoegd in één artikel, artikel 86, dat in de wet van 31 december 1983 wordt ingevoegd bij een artikel 20.

Artikel 25 (dat artikel 21 wordt).

In de Franse tekst van artikel 25 schrijve men in het tweede lid, 2 (dat 2° wordt), "contenues" in plaats van "continues" en "le numérotage".

Het ontworpen artikel 88 zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 88. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, vastgesteld in overeenstemming met de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, de wetsbepalingen die krachtens artikel 59ter van de Grondwet vastgesteld zijn, geheel of gedeeltelijk coördineren.

.../...

Te dien einde kan Hij :

1. ... (zoals in het ontwerp);
2. de verwijzingen die in de te coördineren bepalingen opgenomen zouden zijn, wijzigen, teneinde ze ... (voorts zoals in het ontwerp);
3. de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde de concordantie ervan te verzekeren en de terminologie ervan te harmoniseren, zonder dat geraakt kan worden aan de principes die in die bepalingen zijn neergelegd ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 26 (dat artikel 22 wordt).

In de bepaling onder 1° lijkt het overbodig te preciseren : "... in de mate dat ze van toepassing zijn op de Duitstalige Gemeenschap" omdat de artikelen 1 tot 15 al zijn opgeheven door artikel 69, § 1, 1°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, "behoudens in de mate dat zij van toepassing zijn op de Duitstalige Gemeenschap en in de mate dat zij noodzakelijk zijn voor de door de Staat op 31 december 1988 verschuldigde ristorno's".

De bepaling onder 2° is overbodig omdat de artikelen 65 en 66 reeds zijn opgeheven door artikel 127, 3°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

.../...

Het zou dan ook beter zijn artikel 26 als volgt te redigeren :

"Art. 22. De artikelen 1 tot 15 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen worden opgeheven behalve als ze noodzakelijk zijn voor de betaling van de door de Staat op 31 december 1988 verschuldigde ristor-no's".

Artikel 27 (dat artikel 23 wordt).

Voorgesteld wordt de woorden "artikel 3, wat betreft de opheffing van de verwijzing naar artikel 13, § 6, van de bijzondere wet en" te schrappen en te zorgen voor een afzonderlijke overgangsbepaling, luidens welke artikel 13, § 6, van de bijzondere wet op de Duitstalige Gemeenschap van toepassing blijft tot de datum van inwerking-treding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 87, § 4, van de bijzondere wet. De gemachtigden van de Rege-ring zijn het met dat voorstel eens.

Artikel 27 (dat artikel 23 wordt) zou dan als volgt worden geredigeerd :

"Art. 23. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1989. Artikel 7, wat de verwijzing naar artikel 87, § 3, van de bijzondere wet betreft, treedt evenwel pas in werking op dezelfde datum als het koninklijk besluit bedoeld in arti-kel 87, § 4, van de bijzondere wet".

.../...

Slotopmerking.

In de Nederlandse tekst van het ontwerp zouden de woorden "van overeenkomstige toepassing" vervangen moeten worden door de woorden "mede van toepassing", behalve in artikel 4 (bepaaldelijk paragraaf 2, tweede lid, van het bedoelde artikel 5) en in artikel 13 (bepaaldelijk paragraaf 1 van het ontworpen artikel 59).

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

C.-L. CLOSSET,
R. ANDERSEN,

F. RIGAUX,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS. auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.